



La question climatique au cœur des préoccupations internationales d'aujourd'hui et de demain



© Amos Gumulira / AFP

Alizée Studzinski
Association Werra
Juillet 2021



Alizée Studzinski a tout d'abord été attirée par le Droit avant d'orienter son parcours vers la Géopolitique et les Relations Internationales. Ainsi, elle a réalisé son Master 2 en Géopolitique et Sécurité internationale à l'Institut Catholique de Paris. Son mémoire de fin d'études portait sur les conséquences du dérèglement climatique sur la conflictualité en Afrique de l'Est et dans l'Afrique des Grands-Lacs, reposant sur une étude comparée entre l'Ethiopie et la République démocratique du Congo.

Elle est aujourd'hui directrice de la commission Sécurité environnementale au sein de Werra.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Juillet 2021



INTRODUCTION

Alors que la COP 26 est en préparation pour début novembre 2021, l'AFP a rendu public, ce 23 juin dernier, le résumé technique de 4000 pages du futur rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹, initialement prévu à la publication pour février 2022 (après son approbation par consensus par les 195 Etats membres). Dans ce document, le GIEC s'intéresse une nouvelle fois aux conséquences d'un réchauffement climatique au-delà de 1,5°C sur les Hommes et la biodiversité. Mais, alors que le dernier rapport d'évaluation de 2014² alertait déjà sur les conséquences du réchauffement climatique à court et moyen termes et la nécessité de limiter impérativement ce phénomène à +2°C, le rapport de 2022 s'avère encore plus alarmiste. En effet, les extraits non définitifs dudit rapport mettent en exergue la transformation considérable et de plus en plus accélérée de la vie sur Terre, et ce bien avant 2050³, date à laquelle le GIEC estime que certains changements irréversibles seront observés si l'action des États en faveur du climat n'évolue pas rapidement⁴. Ces derniers ont décidé depuis 2015 de se mobiliser plus sérieusement sur la question du climat avec la COP21 et l'Accord de Paris de 2015. A cette occasion, ils s'étaient engagés à diminuer drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre et donc à limiter le réchauffement climatique à +2 °C, voire +1,5 °C par rapport au niveau préindustriel⁵. Aujourd'hui, les progrès significatifs dans la lutte contre le réchauffement climatique sont rares et le GIEC a, dans son rapport, préconisé d'abaisser sans délai le seuil de +2 °C à +1,5°C. Selon l'Organisation

¹ Le GIEC est un organe des Nations Unies fondé en 1998 par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Il a pour mission d'évaluer les changements climatiques, leurs effets, et les risques qu'ils peuvent poser dans un futur proche. Le GIEC a également pour mission de proposer des stratégies de politiques d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique. Ces évaluations et diverses propositions sont ensuite transmises par le biais de rapports aux décideurs.

² Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, rapport de synthèse « changements climatiques 2014 », 2015

³ AFP, « dérèglement climatique : l'humanité à l'aube de retombées cataclysmiques, alerte un projet de rapport du GIEC » [en ligne], *Le Monde*, 23 juin 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/23/dereglement-climatique-l-humanite-a-l-aube-de-retombees-cataclysmiques-alerte-le-giec_6085284_3244.html

⁴ Pour les experts du GIEC, une hausse supérieure à 1,5°C aurait des « impacts irréversibles pour les systèmes humains et écologiques ».

⁵ GIEC, « rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 degrés par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté » [en ligne], 2019, https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf



météorologique mondiale, la probabilité que ce seuil de 1,5 °C sur une année soit dépassé dès 2025 est déjà de 40 %⁶.

La question du dérèglement climatique est aujourd'hui une problématique majeure à l'échelle internationale et les solutions à apporter pour limiter ses conséquences sur les populations, la faune et la flore sont dans les mains des Etats.

L'avenir de l'humanité en péril : vers « des conséquences irréversibles »

Dans ce nouveau rapport, les chercheurs du GIEC estiment que quel que soit le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les conséquences du réchauffement sur la nature et l'humanité vont s'accélérer. En effet, même si les Etats parviennent à limiter le réchauffement à +2 °C, la biodiversité et les populations seront particulièrement fragilisées. Les zones les plus vulnérables aux aléas climatiques sévères et de moins en moins imprévisibles sont aujourd'hui le continent africain ou encore l'Asie du Sud-Est. Des grands espaces comme l'Amazonie ou les forêts équatoriales de l'Afrique australe sont également menacées, que ce soit par l'humain comme par les effets du réchauffement climatique. Les phénomènes de sécheresse se multiplient et s'intensifient, les populations, notamment rurales, se trouvent être les principales victimes de ce dérèglement du climat⁷. Ainsi que les experts du GIEC estiment que jusqu'à 80 millions de personnes supplémentaires feront face à la malnutrition d'ici 2050 et plus de 400 millions de plus seront exposés aux pénuries d'eau dans les villes à cause des canicules de plus en plus extrêmes, conséquence de l'irrégularité pluviométrique. Ils ajoutent que dans la prochaine décennie, 130 millions pourraient tomber dans la pauvreté extrême⁸.

Le GIEC semblait placer l'humanité comme dans l'impossibilité « *de se remettre d'un changement climatique majeur* » à l'inverse de la « *vie sur Terre* » qui peut « *évoluer vers de nouvelles espèces et de nouveaux écosystèmes* ». Pour autant, l'Homme n'est pas la seule

⁶ AFP, « dérèglement climatique : l'humanité à l'aube de retombées cataclysmiques, alerte un projet de rapport du GIEC » [en ligne], *Le Monde*, 23 juin 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/23/dereglement-climatique-l-humanite-a-l-aube-de-retombees-cataclysmiques-alerte-le-giec_6085284_3244.html

⁷ PNUE « rapport technique – problématique de l'eau en République démocratique du Congo » [en ligne], 2011 https://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_DRC_water_FR.pdf p.34 et 40

⁸ AFP, « extinctions, pénurie d'eau, exodes. L'alerte apocalyptique du GIEC sur le changement climatique » [en ligne], *Libération*, 23 juin 2021, https://www.liberation.fr/environnement/climat/extinctions-penurie-deau-exodes-lalerte-apocalyptique-du-giec-sur-le-changement-climatique-20210623_RPQTJBKNRFHEJDO7GMVHRTC5FM/



victime de ce dérèglement. En effet, la faune et la flore sont, elles aussi, des victimes considérables de ces aléas climatiques extrêmes. Le nouveau rapport du GIEC souligne d'ailleurs que pour certaines espèces végétales comme animales, « *même à +1,5 °C, les conditions de vie vont changer au-delà de la capacité de certains organismes à s'adapter* »⁹. C'est ainsi que des espaces comme les récifs coraliens, dont des millions de personnes dépendent, risquent d'être complètement détruits à cause du réchauffement de la température de l'eau. La forêt amazonienne, elle, pourrait devenir un paysage de savane.

Quelles solutions pour le climat ?

La montée en puissance des phénomènes climatiques de plus en plus en plus extrêmes et fréquents comme les sécheresses, cyclones, incendies, ou inondations sont le résultat direct du mode de production et de consommation de l'espèce humaine. Et les activités humaines telles que la surexploitation des ressources, la pollution à outrance agissent comme amplificateur de cette problématique climatique. C'est donc tout un modèle économique qui serait à revoir. De plus en plus d'individus s'impliquent en faveur de la préservation de la biodiversité, et cherchent même à développer des modèles alternatifs de production et de consommation afin de limiter leur impact. Pour autant, même si la multiplication des actions individuelles peut contribuer, dans une moindre mesure, à limiter l'empreinte carbone générale, c'est véritablement aux États d'œuvrer en faveur du climat. A travers l'Accord de Paris de 2015, les États se sont engagés dans la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, et à entreprendre des politiques efficaces en matière environnementale. Avec environ 2 000 lois et politiques climatiques dans le monde, on note que les efforts ont été entrepris¹⁰. Entre 2016 et 2019, soixante-quatre pays ont réduit leurs émissions de CO₂ issues des énergies fossiles, permettant une baisse mondiale de 0,16 milliard de tonnes par an en moyenne. Pour autant, ces baisses ne sont pas suffisantes pour espérer atteindre les objectifs de l'accord interétatique car ces baisses annuelles mondiales ne représentent que 10 % des

⁹ *Ibid.*

¹⁰ JACQUE Muryel, « climat : pour endiguer la crise, la baisse des émissions mondiales de CO₂ doit être multipliée par dix » [en ligne], *Les Echos*, 3 mars 2021, <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/climat-pour-endiguer-la-crise-la-baisse-des-emissions-mondiales-de-co2-doit-etre-multipliee-par-dix-1295077#:~:text=Dix%20fois%20plus%20d'efforts&text=Les%20%C3%A9missions%20ont%20ainsi%20contenu%20%C3%A9,respecter%20l'accord%20de%20Paris>.



1 à 2 milliards de tonnes de réductions qui sont nécessaires chaque année¹¹. Ainsi, l'enjeu aujourd'hui est de parvenir à réunir plusieurs États pour mener des politiques et actions conjointes afin d'éviter d'aller vers un point de bascule qui rendrait la situation irréversible. Pour le climatologue et directeur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Christophe Cassou, « *le niveau d'engagement de la prochaine décennie conditionnera le niveau de réchauffement après 2050* »¹². Cependant, ce problème d'engagement est très sérieux car dans certaines régions du monde, à l'instar de l'Afrique, la mise en œuvre de politiques communes est fastidieuse puisque les avis divergent sur le degré de priorité à donner à la question climatique.

¹¹ *Ibid.*

¹² DUVIVIER Yvan « entretien avec Christophe Cassou. Bretagne. Réchauffement climatique : non, tout n'est pas perdu ! » [en ligne], *Ouest France*, 4 juin 2021, <https://www.ouest-france.fr/bretagne/lorient-56100/bretagne-rechauffement-climatique-non-tout-n-est-pas-perdu-a6821afc-c530-11eb-aec1-d3b57750ff4c>



CONCLUSION

Les chercheurs du GIEC estiment que « *chaque fraction d'un degré compte* », affirmation plus que légitime quand on fait le bilan plus qu'alarmiste du groupe dans son dernier rapport. L'enjeu est aujourd'hui de parvenir à mettre en œuvre des solutions pérennes en matière de lutte contre le réchauffement climatique, cela passant notamment par de véritables politiques d'atténuation et d'adaptation aux effets de ce phénomène. La limitation des émissions de gaz à effet de serre doit aujourd'hui être une priorité sur le plan mondial. Pour le climatologue français Jean Jouzel, il faudrait limiter, pour la France, les « émissions de près de 40 % entre aujourd'hui (2020) et 2030 » (...) ainsi qu'« *atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050* »¹³. Plusieurs États, comme la France, prennent progressivement conscience de l'importance de traiter cette question du climat, et sont d'ailleurs rappelés à l'ordre par les plus hautes instances quand certaines dispositions d'engagement n'ont pas été respectées. C'est ainsi que ce jeudi 1^{er} juillet, le Conseil d'État a donné neuf mois à la France afin pour renforcer sa politique en matière de lutte contre le changement climatique¹⁴.

Aujourd'hui, la constitution du rapport des experts du GIEC n'est pas totalement terminée. Toutefois, la diffusion de son résumé technique a permis, une nouvelle fois, d'alerter de manière significative tous les acteurs susceptibles d'opérer un changement drastique à très court terme.

¹³ ROUSSEL Léo, « canicules, famines, villes englouties... pourquoi le prochain rapport du GIEC est aussi alarmiste » [en ligne], *Ouest France*, 23 juin 2021, <https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2021-06-23/canicules-famines-villes-englouties-pourquoi-le-prochain-rapport-du-giec-est-aussi-alarmiste-1c13d16f-13a2-48fb-9f2f-d16ea05c59d3>

¹⁴ GARRIC Audrey, MANDARD Stéphane, « le Conseil d'Etat demande au gouvernement de prendre toutes mesures utiles permettant d'infléchir la courbe des émissions de gaz à effet de serre » [en ligne], *Le Monde*, 1^{er} juillet 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/07/01/climat-le-conseil-d-etat-donne-neuf-mois-au-gouvernement-pour-inflechir-sa-politique_6086499_3244.html